

Berne, le 23 février 1948.

Personnelle.

Monsieur le Ministre,

L'avenir de nos relations avec la France me préoccupe. M. Gérard Bauer vous aura renseigné sur les discussions qui ont eu lieu à Berne la semaine dernière et sur les raisons pour lesquelles les conversations engagées avec une délégation française sur le plan financier ont abouti à un résultat négatif. Je me suis, en définitive, rallié, non sans arrière-pensées, au point de vue unanime de nos techniciens (Division du commerce, Banque nationale, Vorort, MM. Zehnder, Hohl et Bauer) sur la demande française d'instituer deux cours, l'un pour les exportations de France en Suisse, l'autre pour les exportations de Suisse en France, et de refuser même de faire l'essai de ce système pendant quelques mois. Sur le terrain des principes, notre manière de voir est inattaquable. Mais la situation politique de l'Europe est devenue si précaire et si angoissante qu'on est amené à se demander si notre politique actuelle tient suffisamment compte des réalités. Notre intérêt est d'éviter - je serais tenté de dire, à tout prix - que la France et l'Italie, et d'autres pays européens, ne deviennent une proie trop facile pour le communisme. S'il faut payer ce résultat de concessions même sensibles, je pense que nous devrions savoir nous y résigner.

Vendredi soir, j'ai fait venir l'Ambassadeur de France et l'ai informé de la décision négative du Conseil fédéral et de notre refus d'envisager même un essai du système proposé par le Ministère français des finances. Je vous serais reconnaissant de suivre d'aussi près que possible, avec vos collaborateurs, le développement de cette

Monsieur C.J. Burckhardt,
Ministre de Suisse en France,

P a r i s .

affaire et, en particulier, les répercussions qu'elle peut avoir tant sur nos relations avec la France que sur les chances de succès du plan de M. René Mayer. Si l'effet de notre décision devait être, non seulement de paralyser nos échanges avec la France, mais encore d'aggraver la situation économique et financière française, j'envisage que nous devrions reconsidérer tout le problème et chercher à lui donner une solution plus conforme aux vœux français. Des instructions pourraient être données dans ce sens à la délégation suisse qui se rendra à Paris le 8 mars. Si, en définitive, nous céditions, un règlement général des questions pendantes entre les deux pays devrait être la condition à remplir immédiatement par le Gouvernement français. Les avis que vous pourrez me donner, après vous être fait vous-même une opinion sur place, me seront précieux.

Ce qui se passe en Tchécoslovaquie est la démonstration que l'URSS est décidée à poursuivre implacablement l'exécution de son programme et que la lutte engagée entre le communisme et toutes les forces non communistes qui existent encore en Europe est une lutte à mort. Il m'arrive parfois, même souvent, de penser que la très grande réserve que nous impose notre politique traditionnelle de neutralité n'est plus supportable et que nous devrions prendre nettement position contre le communisme et déclarer publiquement, pour éclairer notre opinion, qu'il fait peser une menace mortelle sur notre pays. Les efforts de M. Bevin et les discours courageux de M. Spaak me paraissent inspirés par un sens des réalités que notre fidélité à la neutralité risque de nous faire perdre. Il ne s'agit pas, bien entendu, de renoncer à la politique de neutralité. Je ne pense pas que nous puissions en pratiquer une autre. Il y a aussi là un problème que je n'ai pas encore résolu. Les réflexions qu'il pourrait vous inspirer m'intéresseraient vivement.

Enfin, dans votre dernier rapport vous faites allusion

à notre politique à l'égard de l'Allemagne. C'est là également une question difficile. Je vais envoyer à Franzfort, en l'accreditant auprès des autorités d'occupation américaines et britanniques, un de mes collaborateurs, qui étudiera le problème sur place. Jusqu'à présent, nos possibilités d'action ont été très limitées. Nous n'avons guère pu agir que sur le plan culturel. Je ne sais pas si nous pourrions aller beaucoup plus loin et arrêter une politique à longue échéance sans être mieux renseignés sur le sort réservé à l'Allemagne par ses vainqueurs. Si vous avez des idées à ce sujet, je ne manquerai pas de m'en inspirer et d'en tirer éventuellement des conclusions pour arrêter notre comportement à l'égard de l'Allemagne.

Je vous remercie d'avance de la peine que vous voudrez bien prendre de réfléchir à tous ces problèmes si importants pour notre pays et vous prie de recevoir, Monsieur le Ministre, l'expression de mes meilleurs sentiments.